

LA TYRANNIE DU RESPECT

Un type entre dans la salle de rédaction d'un journal et tire sur les journalistes présents. Cinq morts. La description de l'attaque du journal le *Capital Gazette* d'Annapolis, aux États-Unis, par les survivants rappelle ce que d'autres rédactions ont déjà vécu. Mais, au-delà des circonstances, ce qui relie cette attaque à celle contre *Charlie Hebdo* et d'autres journaux, c'est la montée de l'intolérance. Les gens n'acceptent plus d'être contrariés par quoi que ce soit. La presse qui se fait l'écho de la diversité des opinions et des idées se retrouve en première ligne avec, en face d'elle, des individus ou groupes d'individus qui ne supportent pas qu'on contredise leurs convictions. Toute opinion divergente des leurs devient, à leurs yeux, une agression contre leur identité et leur personne.

On atteint le stade ultime de l'individualisme. Au nom du respect de la spécificité de chaque individu, plus rien ne doit être exprimé qui le contarie. Étant donné que nous sommes sur Terre plus de 7 milliards d'individus, et que ces 7 milliards d'individus ont tous des personnalités et des convictions différentes, il est strictement impossible d'émettre une opinion sans prendre le risque de mettre en colère un seul d'entre eux. Pour nous dissuader de déranger, de plus en plus, on brandit devant nous le mot «respect». Il faut «respecter», je mérite le «respect». Mais au nom de quoi? Le «respect» n'est pas un droit. Le «respect», ça se mérite. Tout n'est pas respectable.

En revanche, tout est critiquable. On a le droit d'être en désaccord avec tout le monde. Il n'y a aucune obligation de se taire sous prétexte d'épargner un désagrément à autrui. Je pense, donc je m'exprime, et donc je fais chier le monde. L'homme est un roseau pensant. C'est surtout un roseau très chiant. C'est comme ça, et il n'en sera jamais autrement. Les attaques contre

La liberté d'expression ne sait pas se défendre contre la violence

les journaux, sous prétexte qu'ils publient des textes ou des dessins qui dérangent, témoignent non seulement d'une intolérance, mais surtout d'une arrogance extraordinaire. Qui sont ces gens qui pensent que leurs croyances ou leurs convictions sont si formidables qu'elles leur donnent le droit de faire taire ceux qui ne les partagent pas? La culture ultra-individualiste de notre époque est responsable de cette arrogance meurtrière. Avoir mis si haut sur un piédestal

l'individu a fait de lui un dieu, et la moindre divergence sur sa personne devient un blasphème qui doit être puni. Transformé en homme-dieu, chaque petit homme se croit légitime de punir ceux qui ne le vénèrent pas. La culture ultra-individualiste de notre époque a fabriqué ce monstre qui commence à nous dévorer les uns après les autres.

Le mot «respect», arrogant et tyrannique, devrait être remplacé par le mot «humilité». On a beau avoir des convictions politiques ou religieuses, l'humilité est la seule politesse qu'on doit aux autres, et elle nous impose de ne les imposer à personne par l'intimidation et la menace. L'humilité nous contraint au doute et à la méditation. En matière politique comme religieuse, rien n'est sûr, rien n'est définitif et rien n'autorise donc à faire subir à ses adversaires la sentence définitive de la mort.

Harcelé par un lecteur agressif, le *Capital Gazette* avait choisi de ne pas le poursuivre en justice pour «ne pas jeter de l'huile sur le feu». Ce sont toujours les hommes de bonne volonté qui se résignent à «ne pas jeter de l'huile sur le feu». Un feu toujours allumé par d'autres et dont le fanatisme ne supporte pas la moindre limite. L'argument fallacieux de «ne pas jeter de l'huile sur le feu» doit être rejeté définitivement, car il est le fossoyeur de la liberté d'expression. Le choix funeste de le respecter ne fait que renforcer l'intolérance de ceux qu'on veut épargner de nos foudres et creuser la tombe dans laquelle ils nous pousseront les uns après les autres.

Depuis cette attaque meurtrière, les forces de police américaines se sont déployées autour des rédactions d'autres journaux pour les protéger. Même dans le pays où chacun a le droit de se défendre par ses propres moyens, les pouvoirs publics se sentent obligés de protéger des journaux. La liberté d'expression ne sait pas se défendre contre la violence. Ici comme de l'autre côté de l'Atlantique, nos démocraties n'ont pour l'instant pas trouvé d'autre solution que de bâtir des châteaux forts autour des salles de rédaction pour les protéger de ces hommes insignifiants qui se croient des dieux. ■

TE DES
DIDES

Nous en
avons assez
de nous
incarner en
abeilles.



BBY

ECTÉES,
IEU!



DU TABAC

